



**CONTRIBUTION À UNE ÉTUDE DU RÔLE DE LA MÉMOIRE EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE.
L'UNION SOVIÉTIQUE DE 1934 ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE DE 1992**

par

Catherine de MONTLIBERT-DUMOULIN

La question de la mémoire et de ses effets sur une société est une question extrêmement difficile et controversée, car s'agit-il de la constitution et de l'intervention de la mémoire individuelle ou de celles de la mémoire collective? En outre, pour traiter du rôle de la mémoire en politique étrangère russe, il est nécessaire de définir clairement le type de propos qui sera tenu.

De nombreux travaux récents menés par divers historiens portant sur le rôle de la mémoire (commémorations des guerres, guerres de 1914-1918 et de 1939-1945,...) font apparaître des caractéristiques concernant l'articulation entre mémoire individuelle et mémoire collective qui se structure autour de l'axe de la temporalité. La mémoire a une temporalité qui lui est propre et qui n'est pas celle de l'événement. Le temps de la mémoire se réalise principalement à partir « d'oublis », oublis de certains faits au profit d'autres. Il évolue d'une part en fonction du développement propre de la mémoire, avec la disparition des générations oculaires, les temps de latence qui existent entre la réalisation d'un événement et son assimilation par la société, les conditions de son interprétation, sa commémoration ou non, et d'autre part en fonction des événements récents qui conduisent à réévaluer tel ou tel fait.

Pour donner quelques éléments de réponse à la question de l'articulation mémoire/politique étrangère, il peut être utile dans un premier temps de se référer aux travaux de Maurice Halbwachs. Ce sociologue a centré ses recherches sur la problématique de la conscience sociale qui se manifeste par une mémoire collective. La mémoire individuelle existe, mais enracinée dans les cadres sociaux, et seule la mémoire collective, propre à chaque groupe social est une mémoire créatrice : « elle ne conserve pas le passé, mais elle le reconstruit à l'aide de traces matérielles, des rites, des traditions qu'il a laissées et aussi à l'aide des données psychologiques et sociales récentes, c'est-à-dire le présent »¹. Certains éléments de son analyse peuvent être retenus : enracinement d'une mémoire collective dans les cadres sociaux et dynamisme de la mémoire conçue comme force créatrice. L'articulation entre mémoire collective et politique étrangère se réaliserait à partir de certains dynamismes de la mémoire collective qui seraient objectivés par les cadres sociaux déterminant la politique étrangère d'un pays (ministres concernés, services du ministère des Affaires étrangères, commission des Affaires étrangères au parlement,...).

Dans un second temps, le recours à la réflexion de Tzvetan Todorov peut contribuer à clarifier le débat². Il introduit une distinction entre le recouvrement de la mémoire et les usages qui en sont faits. Pour lui, « le recouvrement de la mémoire est une exigence à laquelle rien ne doit pouvoir être opposé », « mais le travail de mémoire ne s'arrête pas avec le recouvrement ; il se poursuit par un usage. Dès l'instant où l'on produit cet acte dans l'espace public, il commence à être utilisé. Il est certes possible que certains recouvrements restent sans aucun usage au-delà de ce recouvrement même. Mais le cas général n'est pas celui-là. En règle générale, les efforts de la mémoire collective ou de l'histoire sont motivés par des exigences d'ordre politique et moral qui peuvent être aussi bien nobles qu'ignobles »³. L'articulation entre mémoire et politique étrangère serait à étudier sous la perspective de ses effets dans la sphère publique.

Compte tenu de l'ampleur de la problématique, la contribution ci-dessous est centrée sur trois questions : dans quels cas il n'y a pas d'articulation entre mémoire collective et politique étrangère, quels

1 M. HALBWACHS, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan, 1925.

2 T. TODOROV, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 1995.

3 A. FINKIELKRAUT, T. TODOROV, R. MARIENSTRAS, « Du bon usage de la mémoire », *Répliques*, Genève, éditions du tricornet/France culture, 2000, pp. 36-37.

sont les déterminants contribuant à l'articulation de la mémoire collective et de la politique étrangère et dans quels cas l'effort de remémoration est un effort collectif dont les effets se marquent en politique étrangère. Deux périodes de mutations intenses sont privilégiées. L'Union soviétique du milieu des années 1930 qui assoit son assise internationale autour de notions de grandeur et d'internationalisme ne base pas son processus d'affirmation sur la remémoration, au contraire elle construit un nouveau système de référence où l'armée est une composante essentielle de la politique étrangère. La Fédération de Russie des premières années de la décennie 1990 qui tente de recouvrer une position internationale accomplit un effort de remémoration où un nationalisme repensé tient une place prépondérante⁴. Le choix de ces deux périodes a été déterminé en fonction d'une comparaison possible, car d'une part les ressemblances sont fortes : périodes de mutation où l'État intervient et d'autre part les différences sont marquées et permettent de donner des éléments de réponse à la problématique de l'intervention de la mémoire en politique étrangère.

I. L'UNION SOVIÉTIQUE DE 1934

L'Union soviétique du milieu des années 1930 présente le cas d'une construction d'une politique étrangère volontariste, s'inscrivant en opposition totale avec le passé de la Russie⁵. La mémoire n'intervient pas dans ce cadre, il y a même intervention de l'État pour que se crée un nouveau *locus*, éloigné de toutes références au passé. Ce cas tout à fait extraordinaire fait ressortir quelques liens existants entre faits identitaires, politique étrangère et État.

Bien que certains historiens insistent sur la période de la seconde guerre mondiale pour affirmer qu'un nationalisme soviétique se constitue et que d'autres font remonter son élaboration à la période de la guerre civile, le milieu des années 1930 constitue une phase particulière, privilégiée ici, où l'État soviétique affirme son existence en générant une forme de nationalisme.

A. L'intervention de l'État pour créer un locus soviétique

Les symboles constituent un des moyens de fixation de la mémoire, car ils sont à la fois une production venant de la population et une production fabriquée par l'État. Un indice permet de rendre compte de cette articulation, l'analyse de la remise du titre de Héros de l'Union soviétique⁶. Pendant la période soviétique, on devenait Héros de l'Union soviétique lorsqu'on avait reçu un titre de Héros de l'Union soviétique ou de Héros du travail socialiste. Ces deux titres étaient les plus élevés. On le devenait également si on avait été décoré d'un ordre : ordre du drapeau rouge, ordre du drapeau rouge du travail, ordre de l'étoile rouge, ordre de Lénine, ordre de la Grande Guerre Patriotique

La remise du titre de Héros de l'Union soviétique est directement corrélée à la mise en place de l'État soviétique. « Le titre de Héros de l'Union soviétique est la distinction suprême attribuée pour mérites personnels ou collectifs devant l'État rattachés à l'accomplissement d'un exploit héroïque »⁷. La période de 1934-1939 correspond à une première étape. En 1936, les titres sont décernés par le Soviet Suprême « pour avoir accompli des tâches spécifiques ». En 1938 et 1939, ils le sont « pour avoir accompli des tâches spécifiques concernant l'État soviétique ». Durant cette période, le titre de Héros de l'Union soviétique

4 Cette contribution se base exclusivement sur des éléments d'enquête concernant la composante militaire de la politique étrangère russe qu'il s'agisse de la période soviétique ou de la période russe actuelle. De nombreux éléments d'analyse relèvent de l'histoire des mentalités.

5 Pour une analyse de la politique étrangère de cette période, se reporter, par exemple, à J. LEVESQUE, *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, Armand Colin, Paris, 1987.

6 C. de MONTLIBERT, Thèse de doctorat, *Facteurs endogènes de transformation de la société stalinienne : le cas particulier de l'héroïsme (1929-1953)*, Université des sciences humaines de Strasbourg (Strasbourg II), Faculté d'histoire, 1991 (2 vol.+ 1 vol. d'illustrations).

7 C. de MONTLIBERT, « Les Héros de l'Union soviétique : de l'idéal à une remise en cause partielle », *Regards sociologiques*, 1993, n°6, pp. 23-37.

E. S. SENIAVSKAIA, « Geroicheskie simvoli : realnost i mifologia voiny » (Les symboles héroïques. La réalité et la mythologie de la guerre), *Otechestvennaia istoria*, 1995, n°5, pp. 30-44

participe au processus d'élaboration d'un patriotisme grâce auquel l'État soviétique cherche à mettre en place un mécanisme d'adhésion au régime communiste en recréant entre lui et la population « la patrie socialiste ». Les hauts faits accomplis par les Héros renforcent l'image d'une Union soviétique « forte », « invincible » et « moderne »⁸ que véhicule la politique d'industrialisation rapide entreprise par le gouvernement stalinien. Un consensus se forme autour de cette conception de la Russie soviétique⁹.

Les valeurs de l'Union soviétique diffusées et propagées par les Héros vers les pays occidentaux constituent un système nouveau qui ne repose pas sur un travail de remémoration du passé de la Russie, mais sur un travail de création d'une identité à partir de représentations que la société des années 1930 est supposée se faire d'elle-même.

Les aviateurs occupent une place centrale dans l'idéologie de la période stalinienne, favorisant la création du nationalisme soviétique. Les plus réputés sont les membres de l'expédition de sauvetage du Tchelioukhine en 1934 pris dans les glaces du grand Nord, les membres de l'équipage de Tchkalov qui accomplissent le premier vol sans escale vers les îles Oudd en 1936 et vers les États-Unis via le pôle Nord en 1937 ainsi que les femmes aviatrices P. Ossipenko, M. Raskova et V. Grizodoubova¹⁰. Ils sont surtout jeunes (moins de 35 ans pour les plus âgés, la trentaine pour les plus jeunes) et sont tournés vers l'avenir. Sur une période allant de 1934 à 1966, alors que 14.000 Soviétiques, approximativement, ont été décorés du titre de Héros de l'Union soviétique, 2 aviateurs ont été faits à trois reprises Héros de l'Union soviétique, 120 ont été décorés à deux reprises, 4 500 une seule fois.

Héroïsés, ils font l'objet d'une glorification qui se matérialise par de nombreux films, des brochures, des romans qui leurs sont consacrés. « Le pays aime ses aviateurs. Comme nulle part dans le monde, en URSS tous se passionnent et aiment l'aviation. Il n'y a pas d'exemple dans les autres États où l'aviation nécessite la formation de groupes professionnels spécialisés, où le romantisme résiste aux assauts répétés du matérialisme. En Eurasie, nous voyons que tous, des enfants aux vieillards, suivent avec attention les nouvelles concernant l'aviation, que tous connaissent nos Héros aviateurs. Être aviateur, c'est une haute tâche »¹¹.

Les Héros véhiculent un nouveau système de valeurs qui est élaboré autour de deux éléments : être un spécialiste et être un modèle.

L'aviation soviétique, développée pendant les premiers plans quinquennaux (surtout à partir de 1933), a une orientation exclusivement militaire, elle doit « protéger le pays de l'encerclement capitaliste »¹². Les récits concernant la création de l'industrie aéronautique insistent sur le développement endogène de cette industrie¹³ et manifestent le souci de magnifier l'Union soviétique. « Il est prévu de former une Armée rouge d'une qualité et d'un niveau identique à ceux des pays bourgeois et il est prévu de développer une science de la construction aéronautique propre à l'Union soviétique »¹⁴. Les brochures et les journaux citent et reprennent à l'envi les noms de Tupolev, de Polikarpov, d'Iliouchine, de Lavochine, concepteurs d'avion de chasse, de bombardier, de transporteur, qui portent leurs noms. Ils sont décorés de l'ordre de Lénine et de la médaille rouge du travail pour avoir à la fois mis l'Union soviétique au même plan que les pays occidentaux et pour glorifier l'Union soviétique. La terminologie utilisée dans les décrets de remise des décorations amplifie la distinction puisque que ces spécialistes ne sont pas désignés comme ingénieurs ou techniciens mais comme « constructeurs ».

8 STALINE, Ière conférence des cadres de l'industrie socialiste de l'URSS, 4 février 1931.

9 On sait qu'un bon nombre d'immigrés ont également partagé cette conception.

10 Sur les Héros aviateurs, se reporter à C. de MONTLIBERT, Mémoire de maîtrise, *Le titre de Héros de l'Union soviétique pendant la Grande Guerre Patriotique*, Université des sciences humaines de Strasbourg (Strasbourg II), Faculté d'histoire, 1985 et à C. de MONTLIBERT, Thèse de doctorat, *Facteurs endogènes de transformation de la société stalinienne : le cas particulier de l'héroïsme (1929-1953)*, Université des sciences humaines de Strasbourg (Strasbourg II), Faculté d'histoire, 1991 (2 vol + 1 vol. d'illustrations.).

11 « Aviatsia i kosmonavtika SSSR » (aviation et aéronautique soviétiques), Moskva, *Voïennovo izdatelstvo ministerstva oboroni SSSR*, 1968, p. 53.

12 *Ibid.*, p. 60.

13 On sait que les ingénieurs tsaristes et étrangers ont largement contribué au développement de l'aviation soviétique.

14 Réunion de l'IK VKP du 15 juin 1929.

Le Héros aviateur est un modèle qui diffuse les valeurs idéologiques dominantes. Dans la nécessité où se trouve l'État soviétique dans la période si bouleversée des années 1930 de montrer que l'URSS est une grande puissance technologique et un régime suffisamment attractif pour que la population y adhère, le titulaire d'une décoration de Héros se voit assigner la fonction de participer au développement du sentiment national, en glorifiant la nation soviétique, l'industrie et le chef de l'État, Staline. Cette fonction a un double usage, interne en développant le nationalisme, externe en diffusant une image de l'Union soviétique, forte et conquérante.

Ainsi la mission de vol de l'ANT 25 dirigé par A. Tchkalov en juillet 1936 constitue-t-elle un exemple significatif. L'Antonov 25 qui pouvait voler à 1600 mètres d'altitude permit à l'équipage Tchkalov d'effectuer deux vols long courrier sans escale. Avant cette réussite Tchkalov fut décoré de l'ordre de Lénine le 18 juillet 1936¹⁵. L'orchestration de cet « exploit » par les médias présente le cas de l'intervention de l'État pour créer un fait destiné à alimenter identité et mémoire collective d'un peuple. Durant toute la durée du vol, la *Pravda* publie les lettres adressées par les membres de l'équipage à leurs concitoyens. Le 20 juillet 1936 avant le décollage, ils écrivent : « En ces dernières minutes, toutes nos pensées vont vers le Grand Staline, le meilleur ami des aviateurs soviétiques dont nous ressentons à chaque minute la tendresse et le souci. Nous allons voler au-dessus de notre patrie dans laquelle la vie est si agréable et où vivre est si bien ! La volonté de notre pays nous l'emportons dans nos cœurs, cette volonté de fer, immortelle, qu'ont les bolcheviks. Là, nous volons sur un avion bolchevik muni d'un moteur bolchevik. Là où nous irons, au-dessus du globe terrestre de l'arctique et des mers, toujours et en tout lieu, nous sentirons la main caressante de la patrie, dont nous sommes les fils ». Au-delà du pathos utilisé pour caractériser l'attachement à la patrie soviétique, c'est l'accent mis sur les capacités industrielles de l'avion qui retiennent l'attention. En effet, seules les spécifications de l'appareil permettent d'engager la compétition avec les flottes occidentales et positionner l'Union soviétique au firmament. « Nous avons volé sur un magnifique avion soviétique, l'ANT 25 construit et réalisé à l'Institut central des aérodynamiques. L'avion est équipé d'un moteur soviétique construit dans l'usine Frunzé » écrivent-ils après leur mission. « En 1933, les Français ont battu un record mondial officiel de vol sans escale sur un avion Blériot 110. Ils ont fait 9 106,3 kilomètres. Ces mêmes aviateurs ont accompli un vol non homologué sur un avion Blériot identique au premier. Ils ont effectué 10 601 kilomètres sans escale. Nous avons décidé de voler plus loin (...). Nous avons accompli ce vol avec une volonté inébranlable dans le cadre d'une tâche réfléchie. Nous avons confiance en nous. Nous avons confiance dans l'appareil et dans le moteur construits par des constructeurs et des travailleurs soviétiques. Dans notre grande volonté, nous nous souvenons du Grand Staline. Avec son nom (gravé) dans nos cœurs, nous allons ouvrir une route aérienne nouvelle qui démontrerait la puissance du pays soviétique et les possibilités de notre aviation »¹⁶. Si les Héros aviateurs participent au développement du nationalisme soviétique, largement basé sur les défis industriels et technologiques que relève l'Union soviétique, il est remarquable que ce type de nationalisme est concomitant de la mise en place de la Constitution de 1936. Tout se passe comme si les Héros soviétiques avaient pour but de renforcer l'unité soviétique. En même temps que s'élabore un nationalisme soviétique dans la seconde moitié des années 1930, la nécessité d'assurer la sauvegarde du territoire de l'Union soviétique s'impose. La fonction des Héros aviateurs évolue. Aux fonctions de « glorification de l'Union soviétique » et de « modèle », s'ajoute celle de « défenseurs des frontières », puis avec la participation des soldats et officiers aux différents conflits, de « libérateurs des peuples opprimés » et « d'internationalistes »¹⁷.

Ce tableau permet de saisir comment l'État soviétique perçoit le rôle des forces armées et leur influence pour renforcer le prestige et le rayonnement de l'Union soviétique sur la scène internationale. A chaque type de conflit est associé une valeur à promouvoir.

L'intervention de l'État pour créer un *locus* soviétique trouve les conditions de sa réalisation dans les aspirations d'une partie de la population qui se reconnaît dans l'imaginaire social ainsi constitué dans les années 1930.

15 Publié dans la *Pravda* du 19 juillet 1936.

16 *Pravda*, août 1936.

17 Cf. tableau n°1, p. 93.

B. Création de faits identitaires constitutifs d'une mémoire collective soviétique et leur intervention en politique étrangère

De nombreux livres et articles ont insisté sur l'aspect coercitif de l'encadrement idéologique stalinien, surtout dans le cadre d'études sur la mise au travail d'anciens paysans dans les programmes d'industrialisation rapide, pour que soit examinée ici la question de la part de rêve liée à ce projet et à celui de constitution d'un État communiste.

Élaboré à partir d'une intervention étatique, le système de valeurs nationalistes doit provoquer le rêve pour emporter l'adhésion. Les écrivains sont mis à contribution pour diffuser l'image de l'homme idéal en création, « simple » « dévoué », « modeste ». Ainsi Fadeev rappelle-t-il dans son roman « *La jeune garde* » les exploits des premiers aviateurs décorés. « Des banquises immenses de l'océan arctique ont étreint la coque du Tchélioukhine. Terrible est le craquement de ce navire, entendu par le pays tout entier. Mais, l'équipage n'a pas péri, il a débarqué sur les glaces. Le monde entier se demandait s'il allait être sauvé. Il a été sauvé. Il est au monde des hommes au cœur d'aigle, pleins de vaillance. Ce sont des gens simples pareils à toi. Ils se frayent un chemin vers l'équipage en perdition. Malgré les tempêtes de neige et le gel, à bord de leurs avions, ils sauvent les marins en perdition et les ramènent attachés sous leurs ailes : ce sont les premiers Héros de l'Union soviétique. Tchkalov ! C'est un homme simple (...) mais son nom retentit à travers le monde entier comme un défi. Liaison avec l'Amérique du Nord par-dessus le pôle nord, le rêve de l'humanité (...). Et les membres de l'expédition Papanine sur la banquise »¹⁸. Les écrivains jouent essentiellement sur le principe d'identification pour inciter les lecteurs à s'émouvoir et... à se transformer « Et le père demande toujours qu'on lui lise les articles des journaux où il est question de ces gens (les héros). Et, après la lecture, il trompette et il siffle longuement d'une manière incompréhensible. Et, il est visible que son cœur se remplit d'amertume parce qu'il est vieux et infirme. Oui il a eu sa large part de labeur dans la vie Gavriila Tulenine, le « Grand-Père ». Et Seriojka comprend sa peine de vieillard qui ne peut plus rejoindre le rang de ces hommes »¹⁹. En réalité il est extrêmement difficile de connaître avec certitude l'impact de ce type de livres sur une population en cours d'alphabetisation. Seule une analyse des journaux intimes (quand ils existent et pour les catégories de population pour lesquels ils existent), des catalogues des bibliothèques populaires et des programmes des lectures publiques permettraient de se faire une idée plus précise.

Il est par contre plus probant de se pencher sur le type de représentations que partagent les jeunes recrues engagées dans le second conflit mondial. Il semble que le système de valeurs nationalistes développées durant la période du milieu des années 1930 a surtout eu des répercussions auprès des jeunes éduqués sous la période stalinienne²⁰. Il a eu en quelque sorte un effet différé, d'autant plus important qu'il marquait des classes d'âge qui n'avaient pas eu accès ou si peu à l'école primaire avant les grandes campagnes d'alphabetisation du début des années 1930 et qui appartenaient à des groupes sociaux qui pour la première fois pouvaient accéder à l'enseignement secondaire et supérieur, largement professionnalisé et plus développé dans les branches industrielles où le niveau technique évoluait rapidement que dans des branches plus traditionnelles. Ainsi, dans l'armée rouge, les tankistes représentent-ils un groupe à part, jeune, formé dans les années 1936-1937 à un nouveau concept de défense et sur le modèle des stakhanovistes²¹. « Et lui, Iossip Gorssakovski fut gagné, dans sa jeunesse, par des rêves, des quêtes héroïques. Dans un de ses cahiers d'écolier, il écrivit que pour lui la seule route possible était celle du bolchevisme. Car elle était créatrice d'une vie nouvelle. En effet, l'air de notre pays était imprégné d'une effervescence créatrice. C'était le temps des grands aviateurs, des constructions que l'on croyait impossibles dans la steppe de Stalingrad et dans les monts Magnitnoi. C'était le temps des rêves hardis et

18 FADEEV, *La jeune garde*, Paris, Hier et aujourd'hui, 1984, pp. 108-109.

19 *Ibid.*, p. 109.

20 R. ROBIN, « Stalinisme et culture populaire », *Tsarisme, Bolchevisme et Stalinisme, vingt regards d'historiens*, Paris, Collection historique de l'Institut d'études slaves, 1990, pp. 360-376.

21 Même si, concomitamment, les cadres dirigeants de l'armée sont purgés.

de la mise en application des plans quinquennaux réalistes de Staline »²². Là encore, l'intervention de l'État dans la création de faits identitaires et d'une mémoire collective soviétiques est dominante. Pourtant elle n'a pu se réaliser que parce que certains groupes sociaux et certaines classes d'âge pouvaient adhérer à l'enthousiasme du projet visant à créer un « pays neuf ».

C. Une intervention de la mémoire collective russe dans les orientations de la politique étrangère?

L'analyse des textes accompagnant la remise des décorations permet de faire apparaître que, même si le passé de la Russie est largement récusé pour permettre la construction de la « patrie socialiste », le rappel des grands combats contre ceux qui sont traditionnellement présentés comme les ennemis de la Russie se fait de plus en plus présent et ostensible (Horde d'or, l'invasion turque, conflits du XIX^{ème} siècle) au cours des années 1930. Cette évolution est parallèle à la montée des tensions internationales et ne débute pas avec le déclenchement de « la Grande Guerre Patriotique » (seconde guerre mondiale) comme de nombreux historiens l'ont avancé. Les Héros de la « Russie forte et invincible » sont surtout les militaires. Grâce à leurs actions, la Russie ne sera vaincue ni par « les Khans mongols », ni par « les Beys turcs », ni par « les impérialistes anglais et français ». Toutefois, l'entité Russie est assimilée uniquement à l'État soviétique. Ainsi en 1937 comme en 1940, le titre de Héros de l'Union soviétique est remis « pour avoir accompli les tâches spécifiques concernant l'État soviétique ». Ce n'est qu'à partir de 1945, après la cessation des conflits de la seconde guerre mondiale, et en raison de l'intensité de la Grande Guerre Patriotique, le terme État disparaît des décrets de remise des décorations et est remplacé par l'expression « Patrie soviétique ».

Pour accomplir son projet de création d'un pays « nouveau », l'État, durant la période stalinienne des années 1930, est un élément moteur. Il cherche à constituer un *locus* soviétique, opposé à toute référence au passé, qui interférant avec les représentations que la population peut avoir d'elle-même, constitue progressivement une partie de la mémoire et de l'identité soviétique. En portant le choix, hautement symbolique, sur les Héros, l'État des années 1930 associe au rayonnement international de l'Union soviétique des valeurs telles que : modernité, ouverture sur le monde, partage de ses options idéologiques. Le sentiment national qui se développe diffuse une image de l'Union soviétique forte et conquérante, dont la puissance est basée sur son chef, Staline qui serait charismatique et sur son industrie qui serait performante.

Le *locus* soviétique constitue une partie de l'héritage qui échoit fin 1991 à la Fédération de Russie. Or, comment la population russe se place-t-elle par rapport à cet héritage et comment l'État y réagit-il? Si le nationalisme russe, actuel, est, partiellement modelé, par une question : comment les citoyens de la Fédération de Russie s'adaptent-ils à la perte du statut de grande puissance de leur pays, l'intervention de la mémoire du passé en politique étrangère est-elle compatible avec l'élaboration de nouveaux mécanismes d'adaptation ?

II. LA FÉDÉRATION DE RUSSIE DE 1992

Le 8 décembre 1991, l'Union soviétique disparaît en tant que sujet de droit international tandis qu'à sa place la Communauté des États Indépendants (CEI) est créée, à l'issue d'une réunion qui s'est tenue à Bielovejje (Brest-Litovsk) à laquelle ont participé Stanislav Chouchkievitch (Belarus), Boris Eltsine (Russie) et Leonid Kravtchouk (Ukraine). L'accord conclu stipule que « L'URSS a cessé d'exister en tant que réalité géopolitique et sujet de droit international ». La Fédération de Russie devient en droit international l'État continuateur de l'Union soviétique.

« La Patrie soviétique » a cessé d'exister *de jure*, tandis que la mémoire de ce que fut l'Union soviétique, en tant que pays natal et de vie, ne cesse de se former et de se transformer, en Fédération de Russie. Près de dix ans après la disparition de l'Union soviétique, la mémoire du *locus* soviétique n'est pas

22 V. GALINE, *Offitser tankovik voisk* (officier tankiste des forces motorisées), Moscou, *Voien'izdat*, 2^{ème} édition, 1946, p. 7.

unifiée. Elle est diversement partagée entre les groupes sociaux, entre les classes populaires et les élites qui la vivent et en usent différemment. Instrumentalisée et reconstituée dans le champ politique, elle est l'objet d'enjeux politiques et de pouvoir et contribue à fixer les individus sur l'échiquier politique. En se référant à telle ou telle représentation de l'Union soviétique, ses utilisateurs légitiment leurs options, par exemple en politique étrangère. Pourtant, il est très difficile d'affirmer qu'il s'agit d'une intervention directe de la mémoire en politique étrangère, tant l'ambiguïté entre maintien des positions et intérêts acquis, usages politiques et mémoire est puissante. Par contre, le cas tout à fait extraordinaire que présente la Fédération dans la première moitié des années 1990 permet de mettre en valeur une mémoire intermédiaire, propre à l'État, la mémoire administrative qui intervient dans un cycle de temps court.

D. Entre commémoration et remémoration : constitution de la mémoire du locus soviétique

Rappelons que cette mémoire se constitue lentement, car elle appartient au cycle du temps long, de façon différenciée selon les groupes sociaux et de façon fragmentaire. Elle est soumise à réévaluations en fonction des événements immédiats. Elle n'a pas forcément d'implications directes, mais constitue progressivement un substrat²³.

Après avoir subi un choc symbolique très violent consécutif à la disparition de l'Union soviétique, la population russe prend progressivement possession de son *locus*, au sens premier du terme, de son territoire.

Le premier argumentaire est plus intellectualisé. Si la Fédération de Russie est l'État continuateur de l'Union soviétique et en grande partie l'héritière de l'Empire des tsars²⁴, elle est aussi tout à fait différente : ses frontières actuelles l'ont déplacée vers la zone asiatique et vers le nord. Certaines constatations sont partagées par la plupart des hommes politiques, des journalistes et des experts : 1) L'espace a rétréci (1/7^{ème} des terres émergées contre 1/6^{ème}) mais est le même que sous Pierre Ier ; 2) Les frontières internes de l'URSS sont devenues de véritables frontières (comme celle qui sépare la Fédération de Russie du Kazakhstan) ; 3) La perte de territoires situés en Ukraine et en Biélorussie a conduit au renforcement que certains groupes, notamment experts et analystes proches des milieux du ministère des affaires étrangères et du ministère de la défense, nomment *l'axe eurasien*, c'est à dire à un déplacement vers l'Est, vers la Sibérie que l'invasion tartare avait créée ; 4) Toujours à cause de la perte de ces territoires, l'axe Nord-Sud s'est rétréci, c'est à dire l'axe Byzance-Kiev et Novgorod-Byzance. Cet axe Nord-Sud est considéré comme l'axe médiéval de la civilisation et du pouvoir russe (religion venue des Grecs, le pouvoir des Vikings)²⁵.

Le second argumentaire est plus affectif. Lors des discussions qu'il est possible d'avoir avec les citoyens russes, le *locus* soviétique dont ils parlent, pour ceux qui ont eu les moyens de se déplacer pendant la période soviétique, est celui d'un espace, immense, où chacun pouvait aller sans entraves, celui des souvenirs de vacances, des anecdotes sur tel ou tel lieu. Il peut être également celui de leur carrière, en ce qui concerne les personnels qui ont eu des carrières évolutives dans différents sites industriels ou administrations des républiques de l'Union soviétique. Toutefois, plus que des considérations géographiques ou individuelles, le *locus* soviétique le plus douloureux et le plus fort est constitué par les liens familiaux fragmentés par la disparition de l'Union soviétique. Il n'est pas rare, en effet, que des frères et des sœurs, âgés de cinquante à soixante-dix ans environ, vivent dans des villes situées désormais dans différents nouveaux États indépendants²⁶. On serait là en présence d'un « espace tronqué ». Mais, tous partagent le regret d'un pays, fort et respecté, même s'ils ne souhaitent pas revenir à l'Union soviétique.

Un deuxième élément qui forme progressivement la mémoire collective est celui du positionnement de chacun par rapport au passé soviétique. Or, cette question, très chargée, reste et demeure polémique. Elle suppose que soit résolue la question du statut de la période stalinienne, l'enjeu étant d'accomplir un travail de deuil et de mémoire pour arriver à surmonter et assumer les années noires de la terreur. Or, selon

23 Compte tenu des processus en cours, il n'est pas possible d'en tracer actuellement un portrait complet.

24 17 075 400 km².

25 Cet argument est surtout très sensible chez les historiens et les « culturalistes ».

26 États issus de l'ancienne Union soviétique.

certain intellectuels²⁷, tout se passe comme si la période actuelle s'inscrivait en retrait sur ce point par rapport à la période précédente, la *perestroïka* et même par rapport aux années de dégel (1956-1964)²⁸. Pour une partie de la population, le rejet de l'ensemble de la période soviétique, réinterprétée comme une parenthèse malheureuse de l'histoire et, dans le même temps, la glorification de la Russie d'avant 1917, conduiraient à une volonté d'oubli. La Russie d'aujourd'hui deviendrait alors l'héritière directe de la Russie tsariste, passant au-delà de la période communiste. La spécificité du stalinisme se trouverait ainsi gommée²⁹. Peut-être est-il possible de nuancer un peu ce tableau. D'une part, la question stalinienne n'est qu'un élément de la mémoire collective, même si elle demeure fondamentale. Sa relative éclipse pourrait s'expliquer par les circonstances psychologiques et sociales récentes. En effet, les difficultés de la vie matérielle actuelle et le sentiment d'humiliation nationale pousseraient les Russes à ne plus se pencher sur cette période. Elle pourrait s'expliquer partiellement par le mécanisme complexe que la mémoire collective entretient avec la personnalité Staline, plus exactement avec le Staline de la Grande Guerre Patriotique. Même si beaucoup reconnaissent ses qualités discutables de stratège militaire, il reste celui qui incarne la résistance puis la victoire de l'Union soviétique sur le nazisme. D'autre part, l'oubli des purges ne conduit pas forcément à la mise entre parenthèses de la période soviétique dans son ensemble. Il se pourrait que la relative éclipse de la période stalinienne offre les conditions d'une appropriation de la période soviétique qui entrerait ainsi progressivement dans la mémoire collective, laissant le travail de défrichage et d'interprétation aux historiens russes actuels qui comme Victor Danilov en ont pris la charge dès la fin des années 1950³⁰. Un mouvement social se dessinerait, selon lequel la société russe confierait à quelques-uns de ses membres, des professionnels de ces questions, le soin de les analyser, attendant en retour des résultats pour se les approprier, inaugurant un autre cycle de la mémoire collective.

Un troisième élément qui imprime la mémoire collective est le rapport aux guerres, et surtout à l'impact laissé par la seconde guerre mondiale dans la conscience collective. Jusque dans les années 1970, au-delà de la commémoration de la guerre qui a lieu le 9 mai de chaque année, le rappel de la Grande Guerre Patriotique est omniprésent. Il ne se passe pas une semaine sans que la seconde guerre mondiale ne soit rappelée d'une manière ou d'une autre. Tous les secteurs de la vie quotidienne sont concernés. Le rappel de la guerre ponctue les calendriers scolaires, les agendas politiques, les programmes de télévision. La mémoire des combats et des sacrifices accomplis pour assurer la résistance face à la « barbarie nazie » est entretenue par des causeries, des conférences de vétérans dans les écoles ou les foyers socio-éducatifs, la publication de nombreux travaux louant l'abnégation et le courage des combattants, la création d'un modèle typique de films consacrés à la guerre toujours répété. Mais, plus spécifiquement, l'unité de la patrie soviétique se réalise dans le culte des morts³¹. En outre, la pyramide des âges ayant été perturbée par le conflit mondial, les orphelins³² et les veuves de guerre³³ constituent un groupe important pour lequel les

27 Cette analyse a été reprise et développée en Europe occidentale par Maria Ferretti et Alexis Berelowitch. M. FERRETTI, « La mémoire refoulée. La Russie devant le passé stalinien », *Annales*, novembre-décembre 1995, n°6, pp. 1237 à 1257.

28 On sait en effet que ces deux périodes furent des moments d'intenses questionnements sur la période stalinienne. Non seulement les écrivains, mais aussi les historiens, les philosophes, les spécialistes de l'histoire du parti communiste pour les intellectuels, certains hommes politiques, des journaux qui organisèrent des tables rondes et qui ouvrirent des tribunes libres dans leurs colonnes ainsi que de larges groupes de la population participèrent au débat.

29 Si en 1989, 38% de la population rangeait les répressions de masse des années trente parmi les événements principaux du XXème siècle, ils n'étaient plus que 18% à le faire en 1994. Cité par A. BERELOWITCH, « Russie : un travail interrompu », *Le courrier de l'Unesco*, décembre 1999, n°12, pp. 28-29.

30 V. DANILOV, Thèse d'État, *La campagne soviétique avant les kolkhozes*, Moscou, Naouka, 1999 (2 vol.).

31 Cette problématique sera développée dans la communication « le Héros de l'Union soviétique et le Podvig », au colloque organisé par le département d'histoire de l'Université Catholique de Louvain, « *Les guerres. L'histoire entre mythes et réalités* », en mai 2001.

32 Hommes et femmes d'une soixantaine d'années actuellement.

33 Qui pour la plupart ne se sont pas remariés.

effets du conflit n'a pas été sans avoir des conséquences sur les choix des métiers et leurs postures par rapport à l'étranger.

Dans les années 1990, la mémoire de la guerre ne s'est pas éteinte, même si le début de cette décennie a constitué le moment où la prise de distance a été la plus grande. A titre d'exemple, les groupes familiaux se sont référés aux souvenirs de cette période que pouvaient conserver les personnes âgées (surtout les femmes) lors des phases les plus dures de la dépression économique³⁴, faisant appel à ce que l'on nomme en sociologie la mémoire adaptative d'un groupe.

E. Les usages politiques de la mémoire et leurs interactions avec la mémoire administrative

Dans un pays en évolution rapide où la mémoire collective est en recomposition, son instrumentalisation et sa reconstitution dans le champ politique, fait d'elle l'objet d'enjeux politiques et de pouvoir et contribue à fixer les individus sur l'échiquier politique. En se référant à telle ou telle représentation de l'Union soviétique, ses utilisateurs légitiment leurs options. Ces différentes orientations, où les rappels au passé sont nombreux, témoignent de ce qu'il convient d'appeler les usages politiques de la mémoire. Entrant en interaction avec la mémoire administrative de l'État, elles peuvent influencer sur la prise de décision en matière de politique étrangère, à condition toutefois de rencontrer les intérêts des groupes de l'exécutif concernés par cette problématique.

La conception de la sécurité et de la défense de la Fédération de Russie constitue un secteur d'activités où se conjuguent ces différents éléments. L'élaboration d'une doctrine militaire est un processus évolutif depuis la disparition de l'Union soviétique. Différents textes retracent l'évolution de la pensée militaire, témoignant de l'intensité des réflexions dans ce domaine des milieux militaires, politiques, industriels, commerciaux et financiers, et académiques. Les textes officiellement adoptés sont : « le Concept de sécurité militaire des Etats-membres de la CEI », lors des réunions des chefs d'État de la CEI du 15 mai 1992 (traité de Tachkent) et du 9 octobre 1992 (à Bichkek)³⁵, « les fondements de la doctrine militaire de la Fédération de Russie », approuvé par décret présidentiel le 2 novembre 1993³⁶, « le concept renouvelé de sécurité collective » qui est à nouveau examiné lors de la réunion des chefs d'État de la CEI au début de 1995, « le nouveau cours des relations entre la Russie et les autres pays de la CEI » adopté par décret présidentiel le 14 septembre 1995³⁷, « le concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie »³⁸ est adopté en décembre 1997, et enfin « le concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie » adopté par décret présidentiel le 10 janvier 2000³⁹.

Ces différents textes font apparaître plusieurs problématiques relatives au positionnement du milieu défense (militaires, politiques, industriels, commerciaux et financiers, et académiques) par rapport à la mémoire du *locus* soviétique et des orientations prises en matière de sécurité et de défense pendant la période soviétique : la Fédération de Russie est-elle « amie » ou « ennemie » de l'Occident, a-t-elle « une posture strictement défensive » ou peut-elle « agir en premier si elle se sent menacée », comment peut-elle être encore « une grande puissance », comme le fut l'Union soviétique, quelle est sa position par rapport aux anciennes républiques de l'Union soviétique et par là même à la CEI, quel peut être le rôle des forces armées dans le prestige et le rayonnement de la Fédération de Russie sur la scène internationale.

Les milieux militaires ont évolué strictement de la même manière et quasiment au même rythme que les milieux diplomatiques sur ces différentes questions. A une approche fondée sur la recherche d'un partenariat avec l'Occident ou tout au moins d'une réelle ouverture sur l'Union européenne, les États-Unis et les institutions internationales dont l'OTAN, lorsque MM. Kozyrev⁴⁰ et Gratchev⁴¹ étaient

34 Comment faire durer les pommes de terre, le sucre, le chou ; quel régime alimentaire adopter selon les âges, où trouver de la viande ; comment être informé des arrivages, etc.

35 *Sotroudnichestvo*, Minsk, 1992, n°7, pp. 34-44.

36 *Krasnaïa Zvezda*, 19 novembre 1993.

37 *Diplomaticheski vestnik*, octobre 1995, n°10, pp. 3-6.

38 *Krasnaïa Zvezda*, 27 décembre 1997.

39 *Rossiskaïa gazeta*, 18 janvier 2000.

40 1992-1996.

respectivement Ministre des Affaires étrangères et Ministre de la Défense de la Fédération de Russie, a succédé une approche plus circonspecte, fondée sur la défense des intérêts de la Fédération de Russie et n'excluant pas l'éventualité d'un conflit avec l'Occident. Cette évolution correspond à l'arrivée aux postes ministériels d'Evgeni Primakov⁴² et du général Rodionov⁴³. Les années 1995-1997 constituent un moment crucial où s'inverse une tendance et où une certaine conception de la mémoire directement instrumentalisée dans des enjeux politiques se met en place.

Incarnant une position majoritaire parmi la population russe, au moins jusqu'à la seconde guerre de Tchétchénie et directement corrélée au souvenir de la seconde guerre mondiale, le Général Lebed affirmait « nous ne ferons plus la guerre et c'est assez »⁴⁴. Ce message, publié dans une revue francophone largement distribuée dans les milieux administratifs et politiques, était destiné à rassurer l'opinion occidentale, au moment où les orientations en politique de défense évoluaient : « Il n'est plus à l'ordre du jour d'évoquer une guerre de grande envergure(...). Mais (...) notre situation géostratégique est différente, nos dimensions sont différentes, nos voisins sont différents de ceux des autres pays, de même que nos intérêts nationaux »⁴⁵.

L'intérêt de l'article d'Alexandre Lebed tient dans le fait qu'il repose sur un certain type d'analyse de l'histoire et propose d'interpréter différemment la mémoire soviétique. Le thème de « l'ennemi » que pourrait incarner la Fédération de Russie aux yeux des Occidentaux y est récusé au nom de l'enracinement de la démocratie en Russie et au nom de sa recherche d'une position de collaboration. « Nous avons tout simplement atteint la limite dans l'effusion de sang en perdant dans ce siècle septante-cinq millions d'hommes et de femmes. C'est un véritable trou noir démographique »⁴⁶. En donnant un tel chiffre, le Général Lebed fait allusion aux révolutions de 1917, à la guerre civile, à la période stalinienne et à la seconde guerre mondiale. En refusant la position de « l'ennemi », le courant incarné dans le texte d'Alexander Lebed, cherchait à éviter une double interférence⁴⁷. D'une part, celle de certains (nationaliste, de droite, et dirigeants du CMI) dans le monde militaire qui pourraient considérer « l'Occident » comme « un ennemi » dans la mesure où, selon leurs arguments, poursuivant une politique qui remonterait au XIX^e siècle, les pays occidentaux œuvreraient toujours pour empêcher toute expansionnisme russe puis soviétique. Actuellement, la politique occidentale serait de faire mainmise sur les ressources naturelles de la Russie, de la cantonner dans un rôle second et de l'évincer de la zone de l'ancienne Union soviétique. Ainsi s'exprimait le général Ivachov, chef de la Direction principale pour la coopération internationale du ministère de la Défense de la Fédération de Russie, en 1996 : « les États-Unis se sont fixé comme objectifs : la neutralisation du potentiel nucléaire russe ou la mise en place d'un contrôle international (sous l'égide des États-Unis) de ce potentiel (notamment par la mise en œuvre du traité Start 2) ; la désintégration de la CEI ; et le refus de laisser la Russie affirmer sa position de leader dans l'espace post-soviétique »⁴⁸. D'autre part, cette position illustrée par l'article du Général Lebed cherchait à récuser une position occidentale qui pourrait faire occuper à la Fédération de Russie en tant que successeur de l'Union soviétique la place de l'ennemi. Selon cet argumentaire, même si, actuellement, la Fédération de Russie ne l'est pas, elle pourrait le devenir si elle trouvait les moyens de reconquérir sa « grandeur » perdue, en se

41 1992-1994.

42 Janvier 1996.

43 Juillet 1996.

44 A. LEBED, « La Russie entre elle-même et l'Europe », *Politique étrangère*, printemps 1997, n° 1, pp. 167-176. Le choix de ce texte est fondé sur le fait que le Général Lebed est représentatif du courant patriotique.

45 Général RODIONOV, *Nezavissimoe voennoe obozreniie*, n°3, 18 novembre 1995, p. 4.

46 *Ibid.*

47 Sur cette question de double interférence à propos de la figure de l'ennemi qu'incarnerait la Fédération de Russie et l'Occident, chacun l'un pour l'autre, se reporter à C. de MONTLIBERT-DUMOULIN, *Rapport d'habilitation à diriger des recherches, Ruptures et continuités dans la sphère étatique et ses conséquences sur l'administration russe. Des dernières années de l'Union soviétique aux premières années de la Fédération de Russie (1989-1996)*, Université Robert Schuman (Strasbourg III), 1999 (2 vol).

48 Cité par I. FIODOROV, « La pensée stratégique russe », in R. BOYER et I. FACON (Eds.), *La politique de la sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture*, Ellipses, Fondation pour la recherche stratégique, Paris, 2000, pp. 73-112.

basant sur les rêves de vengeance et de grandeur qui caractériserait la haute hiérarchie militaire russe et dans la mesure, où dans ce pays, la démocratie serait balbutiante. La position exprimée par Richard Pipes, professeur à Harvard et ancien directeur pour les affaires est-européennes et soviétiques au Conseil de sécurité national (américain) en 1981-1982 dans son article « Is Russia Still an Enemy? » publié dans la revue *Foreign Affairs*⁴⁹, répond à la position du général Ivachov⁵⁰ de manière tout aussi catégorique.

Cette potentialité d'affrontement direct a diminué avec l'éviction du général Rodionov et son remplacement au poste de ministre de la défense par le maréchal Sergueev⁵¹. La réforme, en cours, des armées et de la conception de défense et de sécurité en Fédération de Russie marque beaucoup plus le souci d'assurer l'intégrité des intérêts de la Fédération de Russie : « La sauvegarde de la sécurité militaire de la Fédération de Russie est une orientation essentielle des activités de l'État(...). Dans la prévention de la guerre et des conflits armés, la Fédération de Russie donne la préférence aux moyens politiques, diplomatiques, économiques et autres moyens non militaires. Cependant, les intérêts de la Fédération de Russie exigent la présence d'une capacité militaire suffisante pour sa défense(...). L'objectif essentiel de la Fédération de Russie est la réalisation de la dissuasion en vue de prévenir une agression de n'importe quelle envergure, y compris avec l'emploi de l'arme nucléaire, contre la Russie et ses alliés. La Fédération de Russie doit disposer de forces nucléaires susceptibles de causer de façon garantie le dommage voulu à tout État ou coalition d'États agresseurs, quelles que soient les circonstances »⁵². Mais le thème de l'ennemi reste en arrière plan.

Le rapport à la mémoire soviétique oblige le milieu militaire à se définir par rapport à l'espace formé des anciennes républiques de l'Union soviétique, c'est à dire désormais par rapport à la Communauté des États indépendants qui a non seulement, à l'origine, un objectif économique mais également de défense.

La plupart des courants idéologiques et politiques en Russie partagent l'idée selon laquelle sa puissance correspond aussi à son étendue géographique. Si l'empire russe est mort en 1917 et l'Union soviétique en 1991, la Fédération de Russie devrait reconstituer une position de leader et tenter d'organiser son hégémonie. Certains partis soutiennent et instrumentalisent ces idées. Une petite fraction de Communistes internationalistes soutient le retour à l'Union soviétique. Quelques chefs d'entreprises ont fait leur deuil de l'ancien système mais non de l'Union. Leur objectif est dès lors de lutter contre la fragmentation en rétablissant les chaînes de production. Pour les néo-impérialistes, la dissolution du Pacte de Varsovie et la disparition de l'Union soviétique a ramené le statut de la Russie à un niveau qui ne correspondrait ni à son histoire ni aux rapports de force réels. Ce groupe est animé de velléités irrédentistes et conteste les frontières que la Russie a reconnues avec les États successeurs de l'URSS à Minsk et à Alma-Ata, en décembre 1991. Ces idées trouvent aussi un certain écho au niveau du politique et de l'exécutif. En effet, le premier Président de la Fédération de Russie, M. Eltsine a repris à son compte, dès 1993, certaines options de l'opposition nationaliste et communiste. Il a tenté de reconquérir le soutien de l'armée paupérisée, puis humiliée par le rôle que lui ont fait jouer les politiques dans la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), et enfin frustrée par la perte générale d'influence de la Russie. Tirant parti d'un certain nombre de conflits qui lui ont permis de conquérir des bases militaires en Géorgie et en Arménie, le gouvernement a envisagé en 1993-1994 de développer un processus d'intégration militaire au sein de la CEI destiné à asseoir la prééminence de la Fédération de Russie et de rencontrer indirectement les désirs des nostalgiques de l'empire (russe ou soviétique) par l'envoi de forces de maintien de la paix, russes essentiellement, dans les zones de conflit et par la défense de frontières communes considérées comme les « frontières extérieures de la Russie ». Ces orientations ont été mises en forme dans les textes officiels comme « le Concept de sécurité militaire des États-membres de la CEI », lors des réunions des chefs d'État de la CEI du 15 mai 1992 (traité de Tachkent) et du 9 octobre 1992 (à Bichkek), « le nouveau cours des relations entre la Russie et les autres pays de la CEI » adopté par décret présidentiel le 14 septembre

49 Publié dans *Foreign Affairs*, n°5, septembre/octobre 1997.

50 « La guerre froide fut un conflit artificiel, initié et maintenu agressivement par une dictature qui a invoqué auprès de ses peuples, des peurs fantômes afin de justifier un pouvoir acquis de façon illégitime et mis en œuvre au mépris de la loi », *Ibid.*

51 Juillet 1997.

52 Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie, *Rossiskaïa gazeta*, 18 janvier 2000.

1995⁵³, « le concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie » adopté en décembre 1997, et enfin « le concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie » adopté par décret présidentiel le 10 janvier 2000⁵⁴.

Mais, même si ces orientations peuvent rencontrer une partie de la mémoire collective, les milieux russes qui les soutiennent font l'apprentissage de l'indépendance de leurs voisins et que la perte d'un statut de grande puissance incontestée et dominatrice conduit à rechercher de nouveaux modes de collaboration. En effet, la dépendance issue d'un nouvel arrangement militaire pourrait éventuellement convenir au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Belarus et au Tadjikistan, bien que des réserves aient été émises par leurs représentants officiels. A des degrés divers, ces États cherchent à utiliser leur souveraineté comme un élément de marchandage afin d'obtenir des garanties pour une sécurité qu'ils ne pourraient peut-être pas assumer différemment. Par contre, l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont exprimé des réserves expresses sur la coopération militaire avec la Russie, dans différents forums bilatéraux et multilatéraux et cherchent à assurer leur propre sécurité, en se rapprochant de l'OTAN par exemple (Ukraine) ou en collaborant entre eux (GUUAM)⁵⁵.

Enfin, pour clore partiellement la problématique des interactions entre mémoire et politique étrangère, les deux guerres de Tchétchénie constituent le moment où l'État intervient directement dans la façon dont est perçu le rôle des forces armées et leur influence pour renforcer l'image que veut donner la Fédération de Russie, tout comme c'était le cas pendant la période stalinienne⁵⁶. Après une éclipse certaine, l'image des armées tend à être revalorisée auprès de la population, par leur intervention dans la seconde guerre de Tchétchénie⁵⁷. Or, les différentes valeurs qui sont attribuées aux militaires reposent à la fois sur la mémoire collective et sur la perception qu'a l'armée d'elle-même. Elle est considérée comme capable d'assurer la sécurité du pays, disposant de cadres compétents. Quelque soit le profil des officiers et des sous-officiers engagés, ils auraient les qualités suivantes : loyauté, professionnalisme, sens de l'honneur, fidélité à leur pays, possession de l'esprit d'idéal, esprit de sacrifice. N'est-on pas là en présence des mêmes qualités que les militaires engagés dans la Grande Guerre Patriotique auraient partagé?

La problématique des interactions entre mémoire et politique étrangère peut être analysée sous l'angle de l'histoire des représentations et des imaginaires sociaux. Elle est et demeure extrêmement complexe, car elle induit d'une part de relever les éléments de la mémoire collective qui influent sur la politique étrangère et d'autre part de recenser les cadres de fixation de cette mémoire qui permettent d'avoir un impact et enfin de distinguer les éléments de la mémoire qui n'intervient pas dans la détermination de la politique étrangère. Plus que du poids des facteurs, il s'agit là de mesurer le degré d'autonomie de la détermination d'une politique étrangère et donc de lui imprimer de nouveaux objectifs et le degré d'autonomie d'une société dont l'imaginaire social ne s'incarne pas forcément dans des politiques publiques.

* *
*
*
*

L'Union soviétique des années 1930, orientée par son projet de création de « la patrie du socialisme » et la Fédération de Russie des années 1990 qui doit apprendre à se positionner sur la scène internationale avec et en dépit de son héritage soviétique, constituent deux moments-charnières pour mettre en relief certains mécanismes. L'État joue un rôle non négligeable dans l'organisation des interactions entre

53 *Diplomaticheski vestnik*, n°10, octobre 1995, pp. 3-6.

54 *Rossiskaïa gazeta*, 18 janvier 2000.

55 Le GUUAM, crée en 1997, est une association de quatre États de la CEI (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) à laquelle s'est associé l'Ouzbékistan. Il se donne pour but de contrecarrer les influences russes, en maintenant des liens étroits avec l'Union européenne, les États-Unis et les institutions transatlantiques.

56 Même si en Europe occidentale, l'accent est surtout mis sur la nécessité pour tout pays de respecter les droits de l'homme, la revalorisation des armées est ressentie par les Russes comme très importante (au moins jusqu'à l'enlèvement actuel du conflit).

57 Pour une analyse sur ce thème, se reporter également à I. FACON, « L'armée et la seconde guerre en Tchétchénie », *Le Courrier des pays de l'Est*, avril 2000, n°1004, pp. 27 à 38.

politique étrangère et mémoire : élaboration d'un locus pour la Russie des années 1930 et mise en œuvre de la mémoire administrative soixante ans plus tard. Parallèlement à la création d'un État soviétique se constitue un locus soviétique qui interférant avec les représentations que la population peut avoir d'elle-même, dans les années 1930, constitue progressivement une partie de la mémoire collective soviétique. Celle-ci est structurée autour de quelques thèmes tels que la perception de la puissance de l'Union soviétique qui se décline en grandeur, en rayonnement ; ses capacités à mobiliser les énergies autour d'un projet relatif à son identité et sa capacité à s'inscrire dans une perspective d'avenir. Elle agit à deux niveaux. Sur le court terme, elle participe des perceptions qu'à un pays de lui-même et imprime par l'image qu'il veut donner de lui-même des orientations quant à son rayonnement international. Sur le moyen terme, elle constitue une partie de l'héritage qui échoit fin 1991 à la Fédération de Russie, héritage qui est, partiellement modelé, par une question : comment les citoyens de la Fédération de Russie s'adaptent-ils à la perte de leur statut de grande puissance et comment intervient la mémoire de leur passé dans ce contexte. La mémoire se cristallise autour de certains objets : l'identité de l'Union soviétique, l'interprétation de la période soviétique et en particulier la période stalinienne, la place des guerres. Mais surtout, dans les années 1990, elle est en cours de composition et fluctue largement selon les événements immédiats. Par contre, à cause de l'héritage soviétique, elle est un objet d'enjeux politiques pour différents courants et milieux qui souhaitent instrumentaliser telle ou telle image de l'Union soviétique en vue de tel ou tel objectif de politique étrangère.

* *

*

TABLEAU N°1

RÉPARTITION DES TYPES DE FONCTIONS PAR TYPE DE CONFLITS

	Début de l'aviation	Conflits de 1937, 1938 1939	Guerre d'Espagne	2 ^{ème} Guerre mondiale (1941-42)	2 ^{ème} Guerre mondiale (1943-45)	Interventions en Afrique, en Amérique latine,...	Guerre d'Afghanistan
Modèle	*				*	*	*
Défenseur des frontières		*		*			
Mission de libération des peuples opprimés					*	*	
Devoir internationaliste				*		*	*
Glorification de l'URSS	*		*		*	*	